



L'essentiel

- **Débat** Le texte vivement débattu hier autorise l'homoparentalité dans certaines limites.
- **La suite** Le Conseil des Etats devrait approuver la proposition du National. Si c'est le cas, le Conseil fédéral proposera une révision législative.
- **Menace** La droite conservatrice envisage de lancer un référendum populaire.

Patrick Monay Berne

Chatty Ecoffey a le sourire. Les deux enfants d'Isabelle, sa compagne, seront peut-être aussi les siens aux yeux de la loi. Le Conseil national a en effet approuvé hier une motion ouvrant la voie à l'adoption pour les couples homosexuels. Le gouvernement s'est dit prêt à faire un geste dans ce sens, tout en restant très prudent sur les modalités de la future législation. Un long chemin reste à parcourir jusqu'à son entrée en vigueur (*lire ci-contre*). D'autant que la droite conservatrice, farouchement opposée à cette idée, brandit déjà la menace du référendum populaire. Mais pour l'association faïtière des familles arc-en-ciel en Suisse, dont Chatty Ecoffey est coprésidente, c'est l'espoir d'une vraie reconnaissance qui pointe à l'horizon.

C'est un ami du couple qui a aidé les deux femmes à concrétiser leur désir de maternité. Mais il ne joue aucun rôle dans la vie du garçon et de la fillette. Chatty les élève avec sa partenaire. Dans son cœur, Tristan et Garance sont donc déjà ses enfants. Mais le projet avalisé hier à Berne lui permettrait de les adopter. «Cela chan-

gerait tout, assure la Genevoise. Une réalité affective et sociale deviendrait une réalité juridique.» Avec toutes les garanties que cela comporte en termes de droit de garde, de droit des successions, de rente d'invalidité ou de rente d'orphelin.

«La société a évolué»

La National a donné son aval à ce modèle par 113 voix contre 64, au terme d'un débat très polarisé. Dans le camp des opposants, l'UDC a eu le soutien d'une partie des libéraux-radicaux et des démocrates-chrétiens. «La nature a voulu qu'un enfant ait un papa et une maman, et pas deux papas ou deux mamans, lance Christian Lüscher (PLR/GE). Le législateur ne pourra pas changer cela. L'adoption homosexuelle est une solution contre nature.» Il reconnaît certes qu'un couple gay ou lesbien est tout à fait capable d'élever un enfant, mais estime que d'autres moyens existent - via des accords passés devant notaire - pour protéger ses droits.

«Un enfant a le droit d'avoir des parents sexuellement complémentaires, s'est enflammé Oskar Freysinger (UDC/VS). Autrement, comment peut-il construire son identité et vivre son développement sexuel de manière harmonieuse?» Et d'invoquer le respect de la votation de 2005: le peuple a accepté une loi sur le partenariat enregistré qui interdit aux couples homosexuels d'adopter.

«En sept ans, la société a évolué, réplique Carlo Sommaruga (PS/GE). On estime que 6000 à 20 000 enfants grandissent aujourd'hui dans un contexte d'homoparentalité en Suisse. La motion veut simplement leur donner les mêmes droits qu'aux autres.» La droite considère cependant ces chiffres avec la plus grande méfiance, en l'absence de toute statistique officielle. «On va légiférer pour un petit nombre de personnes, regrette Yannick Buttet (PDC/VS). Je crains que cela n'ouvre la voie à l'adoption sans restrictions.» Yves Nidegger (UDC/GE) va plus

loin: «Après cela, il va falloir modifier la loi sur la procréation assistée, pour autoriser les couples lesbiens à recourir à l'insémination artificielle.»

Dans l'autre camp, le PS, les Verts, les Vert'libéraux et le PBD ont insisté sur les absurdités et les inégalités de traitement qu'entraîne le système actuel. «Individuellement, une personne homosexuelle peut adopter un enfant, mais elle perd ce droit si elle se pacse», a relevé Margret Kiener Nellen (PS/BE). Et la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga d'ajouter: «Un conjoint peut adopter l'enfant de son époux, alors que ce n'est pas possible dans le cadre d'un partenariat enregistré.» Reste à voir comment les corrections effectives seront apportées.

Et maintenant?

Le texte adopté hier prévoit que «toute personne adulte, quel que soit son état civil ou son mode de vie, puisse adopter l'enfant de son ou sa partenaire, si l'adoption constitue la meilleure solution pour le bien-être de l'enfant.» Le Conseil des Etats avait accepté en mars une motion plus large: elle ne se limitait pas aux enfants des partenaires. Hier, cette version a été retirée juste avant le vote. Le dossier retourne donc aux Etats. Si les sénateurs refusent de suivre la proposition du National, le projet sera enterré. S'ils l'approuvent, le Conseil fédéral pourra proposer une révision législative. Opposé à une ouverture totale du droit à l'adoption pour les couples homosexuels, le gouvernement est néanmoins sensible aux enfants nés d'une relation antérieure ou précédemment adoptés par une personne seule. Dans ces cas, le ou la partenaire du père ou de la mère devrait à l'avenir pouvoir les adopter. **P.M.**



Lausanne

24 Heures
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 35'529
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 135.1
Abo-Nr.: 1088002
Seite: 3
Fläche: 97'708 mm²

Le débat qui divise la France

● Officiellement, c'est le projet de «mariage pour tous» du gouvernement français qui sera examiné fin janvier par l'Assemblée nationale. Mais si le débat fait rage, c'est parce que le texte autorise, dans certaines limites, l'homoparentalité.

Le 18 novembre dernier, c'est aux cris de «Papa+maman, y a pas mieux pour un enfant» que près de 100 000 personnes défilaient à Paris contre le mariage homosexuel. Si, selon les sondages, environ 60% des Français sont favorables au mariage gay, l'homoparentalité divise le pays en deux. Repérant la brèche, l'opposition de droite a fait des «droits de l'enfant» le centre de sa riposte.

Sur ce sujet hautement sensible, les socialistes avancent prudemment. Le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a tranché pour une version limitée du projet de loi. Mariées, deux personnes du même sexe pourront adopter des enfants abandonnés. Et l'un des conjoints pourra adopter l'enfant de l'autre. Pas question, pour l'heure, d'ouvrir la voie à la procréation médicalement assistée (PMA) pour les couples de femmes. C'était pourtant

l'une des promesses de campagne du candidat François Hollande.

«Recul», «abandon», dénoncent les associations gay et lesbiennes, qui en ont assez des va-et-vient du gouvernement. Un amendement sur la PMA pourrait être déposé par les parlementaires PS au moment de l'examen du projet de loi. Mais rien n'est sûr. Les socialistes semblent naviguer à vue. Devant la fronde de nombreux maires qui refusent d'ores et déjà de marier des homosexuels, Hollande tergiverse. Un jour, il affirme qu'il respectera la «liberté de conscience» des maires. Le lendemain, il change d'avis et prévient que la loi devra être respectée partout.

En Europe, la Belgique, le Danemark, la Suède, la Norvège, l'Islande, les Pays-Bas, l'Espagne et le Portugal ont légalisé le mariage homosexuel. A l'exception du Portugal, ces Etats, ainsi que le Royaume-Uni et l'Allemagne, autorisent l'adoption d'enfants par des couples homos. Et le droit à la procréation médicalement assistée, sous certaines conditions.

Mathieu van Berchem Paris



Gesamt Regio

Aargauer Zeitung
5001 Aarau
058/ 200 58 58
www.aargauerzeitung.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 86'376
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 135.1
Abo-Nr.: 1088002
Seite: 5
Fläche: 9'740 mm²

Nationalrat: Ja zu Adoptionsrecht für Homosexuelle

Nach dem Willen des Parlaments sollen auch homosexuelle Paare Kinder adoptieren dürfen. Der Nationalrat will das Adoptionsrecht aber auf das Kind des jeweiligen Partners einschränken. Er hat gestern eine Motion aus dem Ständerat in abgeänderter Form mit 113 zu 64 Stimmen angenommen.

Das Partnerschaftsgesetz schliesst die Adoption durch eingetragene gleichgeschlechtliche Paare ausdrücklich aus. Diese Lösung führt jedoch zu einer absurden Rechtslage: Heute ist die Adoption durch homosexuelle Einzelpersonen erlaubt, nicht aber die Adoption durch gleichgeschlechtliche Paare in eingetragener Partnerschaft.

Dies und die wachsende Anzahl sogenannter «Regenbogen-Familien» veranlasste die Rechtskommission des Ständerats zu einer Motion. Diese hat zum Ziel, Adoptionen durch gleichgeschlechtliche Paare zuzulassen, wenn dies für das Kindeswohl die beste Lösung darstellt. In einem knappen Entscheid nahm der Ständerat die Motion im letzten März an. Deren Text ist zwar offen formuliert, macht aber deutlich, dass insbesondere Kinder des jeweiligen Partners gemeint sind. Der Nationalrat hat die Motion auf Antrag seiner Rechtskommission ausdrücklich auf diese Fälle eingeschränkt: Adoptiert werden dürfen nur die Kinder der Partnerin oder des Partners. Die abgeänderte Motion geht nun zurück an den Ständerat. (SDA)



Homosexuelle dürfen adoptieren

Nationalrat beschränkt Adoptionsrecht auf Kinder des Partners

Bern. Nach dem Willen des Parlaments sollen auch homosexuelle Paare Kinder adoptieren dürfen. Der Nationalrat will das Adoptionsrecht aber auf das Kind des jeweiligen Partners beschränken.

Heute schliesst das Partnerschaftsgesetz die Adoption durch eingetragene gleichgeschlechtliche Paare aus. Ein Adoptionsrecht hätte die Vorlage in der Referendumsabstimmung 2005 sehr wahrscheinlich zu Fall gebracht. Diese Lösung, die sich am politisch Machbaren orientierte, führt jedoch zu einer absurden Rechtslage: Die Adoption durch homosexuelle Einzelpersonen ist heute erlaubt, nicht aber die Adoption durch gleichgeschlechtliche Paare in eingetragener Partnerschaft.

Dies und die wachsenden Anzahl so genannter «Regenbogen-Familien» veranlasste die Rechtskommission des Ständerats zu einer Motion. Alle Erwachsenen sollen ungeachtet von Zivilstand und Lebensform ein Kind adoptieren können, wenn dies für das Kindeswohl die beste Lösung darstellt. In ei-

nem knappen Entscheid nahm der Ständerat die Motion im März an.

Schon der Vorstoss in der Version der kleinen Kammer hält fest, dass insbesondere Kinder des jeweiligen Partners gemeint sind. Der Nationalrat hat die Motion auf Antrag seiner Rechtskommission nun ausdrücklich auf diese Fälle eingeschränkt: Adoptiert werden dürfen nur die Kinder der Partnerin oder des Partners.

Nach Schätzungen wachsen in der Schweiz mehrere Tausend Kinder in gleichgeschlechtlichen Partnerschaften auf. Kommissionssprecher Andrea Caroni (FDP, AR) betonte, die Motion betreffe allein den Spezialfall, dass ein Kind nur noch einen Elternteil habe. «Niemandem wird ein Kind weggenommen», sagte Caroni. Mit der Adoption könne dem Kind zwar kein biologischer, aber ein rechtlicher Elternteil zurückgegeben werden. Damit soll die Rechtsstellung von Kindern, die in Patchworkfamilien aufwachsen, im Unterhalts- und Erbrecht verbessert werden. SDA



Kinder mit zwei Vätern oder Müttern

ADOPTION Der Nationalrat ist mit dem Ständerat einig: Homosexuelle dürfen das Kind des Partners oder der Partnerin adoptieren.

Seit dem gestrigen Entscheid im Nationalrat dürfte die Schweiz nicht mehr zu jenen Ländern gehören, die gleichgeschlechtlichen Paaren eine Kinderadoption generell verbieten. Die Schweiz geht aber auch nicht so weit wie etwa Schweden, Grossbritannien oder das katholische Spanien, die diese Adoption generell erlauben. Der Nationalrat stimmte gestern einer Stiefkindadoption zu, indem er eine abgeänderte Motion des Ständerats guthiess. Demnach wird in der Schweiz wohl bald legalisiert, dass ein Mann oder eine Frau das leibliche Kind des gleichgeschlechtlichen Partners oder der Partnerin adoptieren darf.

Der gestrige Entscheid ist eine Reaktion auf die wachsende Anzahl von Kindern, die in sogenannten Regenbogenfamilien gleichgeschlechtlicher Paare aufwachsen. Behoben wird auch die rechtliche Absurdität, dass eine Adoption durch eine homosexuelle Einzelperson, nicht aber durch ein Paar erlaubt ist. In der Nationalratsdebatte sprachen sich Linke und Grüne aus Gründen des Kindeswohls und der erbrechtlichen Gleichstellung für die Stiefkindadoption aus. In Teilen der CVP und in der SVP wurde die Erweiterung des Adoptionsrechts als Infragestellung der traditionellen Familie kritisiert. *sda/svb*



Ausgabe Stadt+Region Bern

 Berner Zeitung AG
 3001 Bern
 031/ 330 33 33
 www.bernerzeitung.ch

 Medienart: Print
 Medientyp: Tages- und Wochenpresse
 Auflage: 57'212
 Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

 Themen-Nr.: 135.1
 Abo-Nr.: 1088002
 Seite: 13
 Fläche: 16'420 mm²

Das Minimum ist derzeit auch das Maximum

Gleich mehrere Vorurteile gegenüber der Erziehung von Kindern durch homosexuelle Eltern gilt es auszuräumen. So besagt eine Langzeitstudie aus den USA, dass sich Kinder mit schwulen Elternteilen nicht anders entwickeln als Kinder mit heterosexuellen Eltern. Auch nicht, was die sexuelle Ausrichtung betrifft. Laut mehreren europäischen Studien sind im Vergleich solche Kinder nicht öfter oder seltener homosexuell.

Angesichts dieser Tatsache spricht aus rationalen Gründen nichts dagegen, dass auch schwule und lesbische Eltern Kinder adoptieren können und sollen. Zumal diese wie auch heterosexuelle Pärchen auf Herz und Nieren geprüft werden, bevor ihnen tatsächlich ein fremdes Kind anvertraut wird. Gegen eine vollständige Öffnung der Adoption für Lesben und Schwule kann lediglich die gesellschaftliche Akzeptanz ins Feld geführt werden. Noch sind die Vorbehalte in Teilen der Schweiz gross gegenüber solchen Regenbogenfamilien. Adoptionskinder von homosexuellen Eltern laufen Gefahr, von ihren Altersgenossen gehänselt und im Extremfall sogar ausgestossen

zu werden.

Deshalb ist der Vorschlag des Nationalrates zu begrüßen. Das Recht auf eine Adoption soll demnach auf das Kind des jeweiligen Partners eingeschränkt werden. Dies ist auch im Hinblick auf die politische Geschichte der gleichgeschlechtlichen Partnerschaften angezeigt. Denn erst vor sieben Jahren hat das Volk an der Urne solche Partnerschaften abgesegnet. Und es ist sicher klug, jetzt mit der Beschränkung auf die Stiefkindadoption die Emotionen nicht unnötig zu schüren und damit diesen ersten Schritt zu gefährden.

Somit macht das Vorgehen, wie es der Nationalrat skizziert, realpolitisch Sinn, wenn auch inhaltlich nichts gegen die vollständige Liberalisierung der Adoption spricht. Diese soll dann angegangen werden, wenn die Erfahrungen zeigen, dass die Stiefkindadoption durch Schwule und Lesben nicht mehr und nicht weniger Probleme bietet als eine solche durch heterosexuelle Paare. Und davon ist auszugehen.

Mail: gregor.poletti@bernerzeitung.ch

BZ Kommentar



Gregor Poletti,
 stv. Leiter Politik,
 zur Adoption durch
 gleichgeschlechtliche
 Paare



Ausgabe Stadt+Region Bern

 Berner Zeitung AG
 3001 Bern
 031/ 330 33 33
 www.bernerzeitung.ch

 Medienart: Print
 Medientyp: Tages- und Wochenpresse
 Auflage: 57'212
 Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

 Themen-Nr.: 135.1
 Abo-Nr.: 1088002
 Seite: 13
 Fläche: 57'564 mm²

Nun darf ein Kind zwei Mütter haben



Eine Frau – oder ein Mann – darf das leibliche Kind ihrer gleichgeschlechtlichen Partnerin – oder des Partners – nun adoptieren.

Fotolia

ADOPTION Auch homosexuelle Paare sollen nach dem Willen des Parlaments künftig Kinder adoptieren dürfen. Der Nationalrat will dieses Recht aber auf das Kind des jeweiligen Partners beschränken. Er hat gestern eine Motion in abgeänderter Form akzeptiert.

Die Adoption eines Kindes durch homosexuelle Einzelpersonen ist heute erlaubt, nicht aber jene durch gleichgeschlechtliche Paare in eingetragener Partnerschaft. Diese absurde Rechtslage hat der Nationalrat gestern korrigiert, indem er guthiess, dass in homosexuellen Paaren künftig das Kind des jeweiligen Partners adoptiert werden darf. Dieser Schritt beim Adoptionsrecht hät-

te wohl 2005 die Vorlage in der Referendumsabstimmung für das Partnerschaftsgesetz noch zu Fall gebracht.

Zum Wohl des Kindes

Es ist die wachsenden Anzahl sogenannter «Regenbogenfamilien», die die Rechtskommission des Ständerats nun zu einer Motion veranlasst hat. Ihr Inhalt: Alle Erwachsenen sollen ungeachtet von Zivilstand und Lebensform, ein Kind adoptieren können, wenn dies für das Kindeswohl die beste Lösung darstellt. In einem knappen Entscheid nahm der Ständerat die Motion im letzten März an.

Schon der Vorstoss in der Version der kleinen Kammer hält fest, dass insbesondere Kinder

des jeweiligen Partners gemeint sind. Der Nationalrat hat die Motion auf Antrag seiner Rechtskommission nun ausdrücklich auf diese Fälle eingeschränkt: Adoptiert werden dürfen nur die Kinder der Partnerin oder des Partners.

Nach Schätzungen wachsen in der Schweiz mehrere Tausend Kinder in sogenannten «Regenbogenfamilien», also in gleichgeschlechtlichen Partnerschaften auf. Kommissionsprecher Andrea Caroni (FDP, AR) betonte, dass die Motion allein den Spezialfall betreffe, dass ein Kind nur noch einen Elternteil habe – sei es, weil der andere Elternteil verstorben ist oder weil er sich nicht mehr um das Kind kümmert. «Niemandem wird ein Kind weggenommen», sagte Caroni. Mit



Ausgabe Stadt+Region Bern

Berner Zeitung AG
3001 Bern
031/ 330 33 33
www.bernerzeitung.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 57'212
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 135.1
Abo-Nr.: 1088002
Seite: 13
Fläche: 57'564 mm²

der Adoption könne dem Kind zwar kein biologischer, aber doch ein rechtlicher Elternteil zurückgegeben werden. Damit soll die Rechtsstellung von «Regenbogenkindern» insbesondere im Unterhalts- und Erbrecht verbessert werden.

Bedenken von rechts

O Ton

«Ich bin dagegen, dass man Kinder für sexuell-soziale Experimente missbraucht. Ich bin dafür, dass Kinder in harmonischen Familien aufwachsen, und dazu gehören nun mal ein Vater und eine Mutter. Soweit ich informiert bin, haben zwei Männer oder zwei Frauen noch nie ein Kind gezeugt.»

Vor allem Vertreter von SVP und CVP bekundeten Mühe mit der Vorstellung, dass ein Kind zwei Väter oder zwei Mütter haben soll. Eine Minderheit der FDP lehnte die Motion ebenfalls ab. Zur Lösung der sorge- und unterhaltsrechtlichen Probleme verwiesen die Kritiker auf das Vor-

mundschaftsrecht.

Sprecherinnen und Sprecher der Linken und der liberalen Fraktionen zeigten sich überzeugt, dass gleichgeschlechtliche Paare ebenso gut wie heterosexuelle Paare in der Lage seien, Kinder aufzuziehen. *sda*

SVP-Nationalrat Oskar Freysinger aus dem Wallis stellt sich in der Adoptionsdebatte quer.

«Wieso sind Sie nicht bereit, ein Gesetz zu machen, das den Menschen und insbesondere den Kindern dient?»

Die Berner SP-Nationalrätin **Margret Kiener Nellen** rügt Freysinger.

«Es geht hier um einen unglaublichen Minderheitsantrag. Wie viele solche Kinder gibt es in der Schweiz?»

SVP-Mann Oskar Freysinger bleibt bei seiner ablehnenden Haltung.

«Ich bin Götti eines Kinds aus einer Regenbogenfamilie. Bei Ihren Erläuterungen kommt mir die Galle hoch. Ich frage Sie, wie klein eine Minderheit sein muss, damit sie Ihrer Ansicht nach nicht mehr schützenswert ist?»

Nun attackiert der grüne Zürcher Nationalrat **Bastien Girod Freysinger**.

RECHTSLAGE IN ANDEREN LÄNDERN

Verschiedene europäische Länder gehen in der Adoptionsfrage einen Schritt weiter als die Schweiz nach ihrem gestrigen Entscheid. Belgien, Dänemark, Grossbritannien, die Niederlande, Island, Norwegen, Schweden und sogar das katholische Spanien erlauben homosexuellen Paaren **ganz generell** die gemeinsame Adoption eines Kinds. Deutschland, Finnland und Slowenien tolerieren, wie bald auch die Schweiz, **nur die Adoption eines Stiefkinds**, also des leibli-

chen Kindes des homosexuellen Partners oder der Partnerin.

Während Argentinien und Brasilien gleichgeschlechtlichen Paaren generell eine Adoption erlauben, lassen das in den USA nur die fortschrittlicheren Bundesstaaten an der Ost- und der Westküste zu.

Länder mit einer liberalen Haltung reagieren insbesondere auf die Tatsache, dass sich lesbische Frauen ihren Kinderwunsch vermehrt durch eine **künstliche Befruchtung** erfüllen. *svb*



Bieler Tagblatt
2501 Biel
032/ 321 91 11
www.bieler.tagblatt.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 24'471
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 135.1
Abo-Nr.: 1088002
Seite: 2
Fläche: 58'461 mm²

Nun darf ein Kind zwei Mütter haben



Eine Frau darf das leibliche Kind ihrer gleichgeschlechtlichen Partnerin nun adoptieren.

Fotolia

Adoption Auch homosexuelle Paare sollen nach dem Willen des Parlaments künftig Kinder adoptieren dürfen. Der Nationalrat will dieses Recht aber auf das Kind des jeweiligen Partners beschränken. Er hat gestern eine Motion in abgeänderter Form akzeptiert.

Die Adoption eines Kindes durch homosexuelle Einzelpersonen ist heute erlaubt, nicht aber jene durch gleichgeschlechtliche Paare in eingetragener Partnerschaft. Diese absurde Rechtslage hat der Nationalrat gestern korrigiert, indem er guthiess, dass in homosexuellen Paaren künftig das Kind des jeweiligen Partners adoptiert werden darf. Dieser Schritt beim Adoptionsrecht hät-

te wohl 2005 die Vorlage in der Referendumsabstimmung für das Partnerschaftsgesetz noch zu Fall gebracht.

Zum Wohl des Kindes

Es ist die wachsenden Anzahl sogenannter «Regenbogenfamilien», die die Rechtskommission des Ständerats nun zu einer Motion veranlasst hat. Ihr Inhalt: Alle Erwachsenen sollen ungeachtet von Zivilstand und Lebensform, ein Kind adoptieren können, wenn dies für das Kindeswohl die beste Lösung darstellt. In einem knappen Entscheid nahm der Ständerat die Motion im letzten März an.

Schon der Vorstoss in der Version der kleinen Kammer hält fest, dass insbesondere Kinder

des jeweiligen Partners gemeint sind. Der Nationalrat hat die Motion auf Antrag seiner Rechtskommission nun ausdrücklich auf diese Fälle eingeschränkt: Adoptiert werden dürfen nur die Kinder der Partnerin oder des Partners.

Nach Schätzungen wachsen in der Schweiz mehrere tausend Kinder in sogenannten «Regenbogenfamilien», also in gleichgeschlechtlichen Partnerschaften auf. Kommissionssprecher Andrea Caroni (FDP, AR) betonte, dass die Motion allein den Spezialfall betreffe, dass ein Kind nur noch einen Elternteil habe – sei es, weil der andere Elternteil verstorben ist oder weil er sich nicht mehr um das Kind kümmert. «Niemandem wird ein Kind weg-



Bieler Tagblatt
2501 Biel
032/ 321 91 11
www.bielertagblatt.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 24'471
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 135.1
Abo-Nr.: 1088002
Seite: 2
Fläche: 58'461 mm²

genommen», sagte Caroni. Mit der Adoption könne dem Kind zwar kein biologischer, aber doch ein rechtlicher Elternteil zurückgegeben werden. Damit soll die Stellung im Recht von «Regenbogenkindern» insbesondere im Unterhalts- und Erbrecht verbessert werden.

Bedenken von rechts

Vor allem Vertreter von SVP und CVP bekundeten Mühe mit der Vorstellung, dass ein Kind zwei Väter oder zwei Mütter haben soll. Eine Minderheit der FDP lehnte die Motion ebenfalls ab. Zur Lösung der sorge- und unterhaltsrechtlichen Probleme verwiesen die Kritiker auf das Vormundschaftsrecht.

Sprecherinnen und Sprecher der Linken und der liberalen Fraktionen zeigten sich überzeugt, dass gleichgeschlechtliche Paare ebenso gut wie heterosexuelle Paare in der Lage seien, Kinder aufzuziehen. sda

OTON

«Ich bin dagegen, dass man Kinder für sexuell-soziale Experimente missbraucht. Ich bin dafür, dass Kinder in harmonischen Familien aufwachsen, und dazu gehören nun mal ein Vater und eine Mutter. Soweit ich informiert bin, haben zwei Männer oder zwei Frauen noch nie ein

Kind gezeugt.»

SVP-Nationalrat Oskar Freysinger aus dem Wallis stellt sich in der Adoptionsdebatte quer.

«Wieso sind Sie nicht bereit, ein Gesetz zu machen, das den Menschen und insbesondere den Kindern dient?»

Die Berner SP-Nationalrätin Margret Kiener Nellen rügt Freysinger.

«Es geht hier um einen unglaublichen Minderheitsantrag. Wie viele solche Kinder gibt es in der Schweiz?»

SVP-Mann Oskar Freysinger bleibt bei seiner ablehnenden Haltung.

«Ich bin Götti eines Kinds aus einer Regenbogenfamilie. Bei Ihren Erläuterungen kommt mir die Galle hoch. Ich frage Sie, wie klein eine Minderheit sein muss, damit sie Ihrer Ansicht nach nicht mehr schützenswert ist?»

Nun attackiert der grüne Zürcher Nationalrat Bastien Girod Freysinger.